COLL. 8°
468
1945-1à12

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000591139

DÉPOT
ANNEXE

Coll. 8°
+68
1945-
5

PARTI
AIN RADICAL et RADICAL-SOCIALISTE
I, PLACE DE VALOIS, PARIS (1er)

1413/1

DÉCLARATION

DU

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES ★ BIBLIOTHÈQUE

présentée par

M. MARTINAUD-DEPLAT

au nom de la Commission
de la Déclaration du Parti et adoptée par le 36e Congrès
dans sa Séance du 23 Août 1945

Coll 8° 468 (1945

DÉCLARATION DU PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

présentée par

M. MARTINAUD-DEPLAT

au nom de la Commission de la Déclaration du Parti et adoptée par le 36e Congrès dans sa Séance du 28 Août 1945

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Au lendemain de la victoire remportée par les Nations unies, le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste adresse aux grands Alliés de la France, l'Angleterre, la Russie et l'Amérique, l'expression de sa reconnaissance pour l'aide puissante et décisive que leurs forces conjuguées ont apportée à notre Patrie.

Dans cette lutte du droit contre la force brutale, l'intelligence humaine a placé dans le camp de la civilisation une arme prodigieuse dont le secret de fabrication, détenu par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, a mis un terme à la guerre.

Il appartiendra, demain, aux politiques et aux savants de faire de cette découverte une œuvre de paix définitive ou une arme d'anéantissement.

Le Parti Radical espère que ceux sur qui pèse cette responsabilité sauront compléter l'œuvre de libération des peuples.

Dans le gigantesque conflit qui a ensanglanté le monde pendant près de six ans, la France, qui fut à l'avant-garde du combat, n'a jamais cessé de prendre sa part aux batailles communes pour le triomphe des démocraties, sous l'énergique conduite du Général de Gaulle, avec l'adhésion enthousiaste et l'appui total de nos populations d'outre-mer.

Le Parti Radical salue avec émotion la mémoire de tous ceux qui sont tombés au service de la Patrie sous les coups de l'ennemi. Plus frappé qu'aucune autre formation politique dans ses militants et ses élus, traqués, emprisonnés, déportés, assassinés, les Radicaux ont la fierté d'avoir continué la grande tradition jacobine en ne séparant pas dans la défense de leur idéal la Patrie et la Liberté.

Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste adresse à la jeunesse de France, qui s'est montrée digne de ses aînés de 1792, l'expression de son admiration.

Il fait appel à toutes les femmes et tous les jeunes hommes pour continuer, dans l'intérêt du pays, par une action civique audacieuse et raisonnée, la lutte commencée par leur participation aux combats des Forces Françaises de l'Intérieur.

Il entend réserver à cette jeunesse une large place, symboliquement consacrée par sa représentation au sein du Bureau National.

Il invite tous les Républicains à venir grossir ses rangs et participer aux travaux de ses comités et de ses Fédérations, inspirés du seul souci de la défense des grands intérêts permanents de la France et de la Démocratie.

Conscient de représenter les classes laborieuses qui collaborent à la reconstruction nécessaire de la Nation, le Parti s'est livré, au cours de son 36e Congrès, à un examen de conscience à la fin duquel il est heureux de constater la fidélité de ses militants à sa doctrine et leur accord pour affirmer un programme d'action net et vigoureux.

C'est autour de lui que doivent s'unir tous ceux qui sont soucieux, après avoir libéré la Patrie, de libérer la République.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Cette libération a pour condition le respect de la liberté de conscience assurée par les lois de laïcité, expression de l'indépendance et de la neutralité de l'Etat en face des forces spirituelles.

Elle ne sera réalisée que par le retour à la Démocratie politique et par la création d'une Démocratie économique et sociale.

Elle exige le rétablissement des libertés fondamentales par le plein exercice de la souveraineté populaire, l'*habeas corpus*, garantie des droits de la personne humaine, la liberté de la presse et la liberté pour l'ensemble des activités productrices.

En régime de liberté, on abrogera tant de règlements arbitraires, on mettra un terme à tant de pratiques administratives, policières et militaires, qui indignent et irritent à juste titre le peuple français.

En élaguant tant de services publics inutiles ou parasitaires, il sera possible de rendre à la fonction administrative la dignité à laquelle elle a droit, de comprimer des dépenses publiques qui confinent à la prodigalité et de restituer à la production nationale les cerveaux et les bras dont elle a un si pressant besoin.

L'action des pouvoirs publics doit non point établir des contraintes chaque jour plus lourdes, mais, au contraire, assurer la totale émancipation de l'homme et du producteur de toutes les entraves, qu'elles soient le fait de l'autorité publique ou de forces économiques etsocia les privées.

LE PROBLÈME CONSTITUTIONNEL

Soucieux de rajeunir et d'adapter au monde moderne les institutions politiques de la France, le Parti Radical est opposé à une Assemblée unique qui risquerait soit de conduire, comme naguère, à des aventures où sombreraient la République et la Paix intérieure, soit de faire durer le régime de fait actuel.

Le Parti Radical considère que la plus sûre base de départ pour une rénovation constitutionnelle est la convocation de deux Assemblées élues, l'une au Suffrage universel direct, l'autçe au Suffrage universel indirect. Mais cette dernière, en sauvegardant les prérogatives des Assemblées municipales et départementales dans la désignation des représentants nationaux, devra être recrutée par une représentation plus équitable des grandes villes et des départements très peuplés.

En restant le Grand Conseil des communes de France, cette Assemblée ne pourra s'opposer à la volonté par deux fois exprimée de la Chambre élue par le Suffrage universel direct.

Le rétablissement de la souveraineté populaire va de pair avec la restitution aux Conseils généraux et aux Conseils municipaux de leurs franchises.

La pratique mesurée de la dissolution devra être rétablie quand apparaîtront des conflits graves mettant en péril la stabilité ministérielle.

LE RÉGIME ÉLECTORAL

Dans les batailles électorales prochaines, le Parti Radical défendra ses idées, mais il élève une protestation contre les conditions dans lesquelles est organisée la prochaine consultation populaire. Tout en demeurant fidèle au scrutin majoritaire, le Parti demande, plutôt que la caricature de représentation proportionnelle prévue pour le scrutin du 21 octobre, la proportionnelle intégrale avec report des restes sur le plan national, garantie de l'indépendance des partis, de la clarté dans la présentation des listes et le choix des élus.

Hostile à un referendum qui a pris inévitablement un caractère plébiscitaire, le Parti invite les électrices et les électeurs à répondre « non » et « non » aux deux questions qui leur seront posées. Par ces réponses, le peuple manifestera sa volonté d'un prompt retour à la légalité républicaine.

LA POLITIQUE SOCIALE

Mais un grand Parti, qui s'honore dans le passé d'avoir apporté tant de réalisations sociales, d'avoir depuis un siècle tant aidé à l'émancipation du peuple, entend ne pas arrêter sa marche vers le progrès. Si l'évolution, créatrice de conditions d'existence sans cesse améliorées par les bienfaits de la civilisation, est une forme de la Révolution, nous revendiquons pour le Parti Radical le titre de Parti Révolutionnaire.

Une nation réalise cet accès au bien-être par le travail de tous ses fils, par l'initiative, cette forme humble du génie, par le respect des disciplines librement et courageusement acceptées, par la prévoyance intelligemment comprise. Ces qualités ne trouvent leur plein épanouissement que si l'homme a une raison de vivre.

Valéry a dit que les ménages sans enfant peuvent apparaître soucieux de leur avenir, mais sont, en vérité, imprévoyants de l'avenir. Le Parti Radical est ému de la situation démographique de la France et des déficiences physiques consécutives à cinq années de souffrances et de privations.

Il demande qu'un grand ministère de la population et de l'action sociale soit créé, qu'il soit doté de crédits suffisants pour assurer au pays des moyens de lutte efficace contre la misère, qu'il réalise la mise en œuvre d'une politique de natalité susceptible de rendre aux familles la plénitude de la joie qu'inspire à l'être humain la pensée qu'un autre être issu de lui reprendra après lui le flambeau. Il demande aux Françaises de se considérer comme volontairement mobilisées au service du pays dans cette œuvre de grandeur et de paix.

C'est par l'union de toutes les classes, par l'effort solidaire de tous ses enfants, que la France peut reprendre sa place dans le monde. Le Parti Radical affirme que la lutte de classes est une conception périmée d'un état social que le progrès condamne à disparaître.

L'application loyale de la formule des comités d'entreprise doit unir patrons et ouvriers dans un sentiment de mutuelle confiance. Ensembles d'un même cœur, ils doivent collaborer à la renaissance de l'économie nationale.

Le Parti Radical, qui respecte l'éminente dignité de la personne humaine, veut l'émancipation de la classe ouvrière.

Le travailleur doit cesser d'être considéré en fonction du seul rendement.

La société a le devoir de considérer en lui l'homme et de lui assurer le droit, par son travail, d'accéder au bien-être pour lui et les siens et de connaître une vieillesse tranquille.

LA POLITIQUE AGRICOLE

Mais le Parti Radical pense que le problème est le même à la ville et à la campagne. Il sait l'effort continu, obscur, admirable du paysan, tant calomnié par des sots, ignorants que sans lui notre pain quotidien ne serait pas pétri.

La France, pays essentiellement agricole, par la richesse et la variété de ses terres, la douceur de son climat, assurait dans le siècle dernier l'approvisionnement alimentaire du pays. Elle peut encore le faire. Mais, pendant cinq années d'occupation, le matériel agricole s'est usé, les terres sans engrais se sont appauvries, le cheptel fut mal nourri. Pendant cinq années, les forces vives de la paysannerie ont été prisonnières ou déportées.

Aujourd'hui, la main-d'œuvre est déficiente. Son prix est sans rapport avec les taxes imposées à la production.

Tel est, dans sa dramatique simplicité, le bilan de nos campagnes.

Les légendaires lessiveuses où s'entassent, dit-on, des profits illicites ne contiennent pas aujourd'hui assez de billets pour réparer de ces années cruelles l'irréparable outrage. Là même où elles existent, leur contenu est un mensonge de richesse, une illusion bientôt évanouie.

Un effort immense doit être fait pour mettre à la disposition de nos fermes tous les moyens de production, machines agricoles, engrais, semences, animaux reproducteurs. Le système coopératif, qui a donné depuis de nombreuses années de si heureux résultats dans nos campagnes, doit organiser la vie paysanne, libérer l'agriculteur de la tutelle et de l'exploitation des comités d'organisation et des groupements d'affaires. La liberté syndicale sans réserve doit être rétablie.

Le Parti Radical demande la suppression des impositions, des commissions d'achat et le retour à la liberté de vente et de circulation des produits agricoles.

A ces conditions, l'agriculture française retrouvera sa prospérité et jouera son rôle éminent dans la restauration de l'économie nationale.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Cette restauration ne peut, dans tous les domaines, être réalisée par nos seuls moyens. Comme tant d'autres nations, la France a besoin d'importer des matières premières. Elle doit obtenir des crédits.

Un plan à longue durée et à vues lointaines pourra mettre en harmonie la vie économique française avec l'économie mondiale.

Il appartient à l'Etat d'orienter la production. Mais là doit se borner son rôle. C'est à l'initiative privée, à l'esprit de concurrence, à l'espérance de bénéfice légitime, au goût de la création chez le producteur qu'il faut ensuite faire confiance.

Ce régime, qui n'est ni le dirigisme, ni le vieux libéralisme, correspond aux formes modernes d'une production transformée par le machinisme.

Cette révolution a posé le problème des prix de revient.

Un outillage déficient a créé un déséquilibre profond entre les prix français et les prix mondiaux. Mais il n'est pas le seul responsable.

Une fiscalité compliquée et écrasante, des frais généraux sans cesse accrus par l'intervention des organes de contrôle administratif ou para-administratif, le maintien notamment des comités d'organisation ont leur large part de responsabilité dans la crise grave que traverse la production française.

Un accord avec nos Alliés peut seul nous aider à rétablir une situation compromise par la guerre.

LES MONOPOLES DE FAIT

Mais, si l'Etat doit soutenir le producteur et défendre ses libertés, il a le devoir de protéger le consommateur contre les monopoles de fait.

Le Parti Radical, qui a donné son adhésion aux idées émises avec sa participation par le Conseil national de la Résistance, est partisan du retour à la collectivité des secteurs économiques d'où a disparu la concurrence.

Il propose leur gestion par des régies coopératives, chaque fois que la gestion privée menacera l'intérêt général ou l'indépendance de l'Etat.

IL FAUT PRODUIRE POUR SAUVER LA MONNAIE

Le Parti Radical met un accent particulier sur l'importance des problèmes de l'énergie et des transports qui conditionnent toutes nos possibilités industrielles.

La France doit produire si elle veut équilibrer sa balance commerciale et protéger sa monnaie.

Elle ne maintiendra les prix et ne sauvera ses classes moyennes, qui tendent à devenir un nouveau prolétariat, que si le franc retrouve sa stabilité réelle.

L'équilibre budgétaire en est la condition primordiale.

Le Parti Radical souhaite une simplification du système fiscal qui allégera d'autant la charge des taxes multiples qui accablent le producteur et retombent finalement sur le consommateur.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Une politique à la fois audacieuse et sévère, comportant la défense de nos droits dans la victoire, la participation toujours plus grande de la France d'outre-mer à la vie de la Métropole, de bonnes relations avec nos Alliés, s'impose à la France.

Notre Parti a défini une politique extérieure de solidarité internationale, et répudié une politique d'isolement qui conduirait notre pays à la ruine.

Au moment où se reconstruit un monde détruit par la barbarie nazie, il a voulu fixer sa position aussi bien sur les problèmes territoriaux et économiques que sur les problèmes juridiques d'organisation de la paix.

Il croit que la paix de l'Europe et du monde sera assurée en imposant à l'Allemagne des garanties qui la mettront dans l'impossibilité de reprendre sa course à l'hégémonie politique et économique, qui empêcheront la reconstitution de l'unité allemande sous l'égide prussienne, qui apporteront aux Etats victimes de son agression les justes réparations qui leur sont dues.

Il veut espérer que la France ne tardera plus à participer sur un pied d'égalité à toutes les conférences internationales.

Il estime que notre pays ne saurait se considérer lié par des décisions prises en dehors de lui.

Mais, amie fidèle de tous les peuples libres, la France apportera son appui à la politique commune arrêtée par la Grande-Bretagne, l'U. R. S. S. et l'Amérique.

Avec la Grande-Bretagne, le Parti souhaite la conclusion d'un pacte d'étroite collaboration qui, à côté du pacte franco-soviétique, doit former une des bases de la sécurité française.

Sur le plan général, la France a apporté son adhésion sans réserve à la Charte des Nations Unies.

Considérant les graves périls que peuvent faire courir à travers le monde les survivances du nazisme, notre Parti est convaincu que, dans

tous les pays libres, des mesures seront prises pour empêcher tout retour offensif du fascisme.

Il souhaite que les peuples encore opprimés retrouvent l'usage de leur liberté.

Le Parti Radical pense que la véritable grandeur de la Patrie sera rétablie par l'épanouissement de la Démocratie dont la trilogie « Liberté, Egalité, Fraternité » a fait rayonner sur le monde le clair visage de la France de 1789.

APPEL AUX RÉPUBLICAINS

Voilà notre programme.

A toutes les Françaises, à tous les Français, le Parti Radical adresse cet appel :

Il les invite à se ranger sous les plis de son drapeau largement déployé aux couleurs de la France.

Il est pour la clarté contre la confusion.

Il défend la République contre les forces d'oppression éternellement renaissantes.

Il unit dans le même amour la Patrie et la Liberté.

Il tend fraternellement la main à tous ceux qui défendent autour de lui le même idéal de grandeur nationale, de justice sociale et d'espérance humaine.

ÉDITIONS DU PARTI
RÉPUBLICAIN RADICAL
ET RADICAL-SOCIALISTE
N° 128.

Imprimerie E. PIGELET
189-191 boulevard Voltaire
PARIS
— O. P. L. 31.1091